

Georges Marchais lance un appel à François Mitterrand

Au cours d'un meeting, mardi soir à Gentilly, Georges Marchais a déclaré :

« Une question grave se pose aujourd'hui.

Peut-être certains d'entre vous, dans la dernière période, se sont-ils interrogés sur la situation existant dans la gauche. Peut-être les choses n'ont-elles pas toujours été claires et vous avez pu vous demander pourquoi nous vous alertions avec tant de force sur le comportement du Parti socialiste. Or, aujourd'hui, vous pouvez mieux voir combien nous avons raison. Tout est allé, en effet, très vite ces jours-ci...

Regardez ce qui se passe.

D'abord, voici quinze jours, François Mitterrand déclare : « Nous (les socialistes) nous serons plus à l'aise pour demander des sacrifices aux travailleurs. » Autrement dit, le Parti socialiste, tournant le dos à la grande politique sociale du programme commun, annonce qu'il poursuivra la politique d'austérité.

Ensuite, après que François Mitterrand eut annoncé, puis démenti, que les réformes de structures ne seraient entamées qu'en 1980, Michel Rocard confirme : « La nationalisation du crédit sera **interminable** ». Autrement dit, après avoir écarté de la nationalisation les filiales des groupes monopolistes, le Parti socialiste renvoie maintenant ces nationalisations aux calendes grecques. Les puissances d'argent pourraient donc continuer de faire la loi comme si de rien n'était **après** mars comme **avant** mars. Il serait du même coup totalement impossible de financer les mesures sociales que vous, les travailleurs, vous attendez avec impatience.

Enfin, voilà qu'hier, pour couronner le tout, Gaston Defferre refuse de dire que, oui, si la gauche l'emporte, il y aura des ministres communistes dans un gouvernement de gauche. Au mépris de la Constitution il remet cette décision entre

les mains de... vous savez qui ? Entre les mains de M. Giscard d'Estaing. Autrement dit, le Parti socialiste fait dépendre la participation des communistes au gouvernement du bon vouloir du représentant de la pire réaction en France. Parlons franchement : cela ne peut signifier qu'une chose : le Parti socialiste envisage, une fois de plus, d'exclure les communistes du gouvernement. Et il compte pour cela sur le concours de M. Giscard d'Estaing.

On comprend, dans ces conditions, pourquoi François Mitterrand répond par le refus à nos demandes sans cesse renouvelées de reprendre les discussions qu'il a interrompues. Dès le lendemain de ce 22 septembre où le Parti socialiste a quitté la table des négociations je l'ai appelé, devant des millions de téléspectateurs — vous vous en souvenez — à revenir à la discussion. Je l'ai encore dit à l'émission « Cartes sur table », mercredi dernier : que le Parti socialiste revienne au programme commun et la discussion peut reprendre dès demain matin. Nous, nous sommes prêts, à toute heure du jour ou de la nuit, à reprendre la discussion et à conclure sans délai, y compris avant le 12 mars.

Mais que répond François Mitterrand ? Vous l'avez entendu tous ces derniers jours : il répond « Non, pas de discussion avant le 12 mars, pas de discussion non plus **après** le 12 mars, ni sur le programme ni sur la composition politique du gouvernement. Moi, Mitterrand, j'établirai un pacte de gouvernement après le deuxième tour des élections... » Mais que devient le programme commun là-dedans ? Et que devient la démocratie, que devient l'esprit unitaire ? Que devient l'espoir de ces millions et ces millions de Français qui n'en peuvent plus et qui veulent, avec tant de force, l'union et le changement ?

Comment ne pas penser, dans ces conditions, que le Parti socialiste veut éviter de prendre des engagements clairs devant les électeurs et garder les mains libres au lendemain des élections ?

Comment ne pas se poser une question — une question grave — à savoir : **Le Parti socialiste veut-il vraiment la victoire de la gauche ? Ou poursuit-il d'autres visées ?**

Nous disons : cette attitude n'est pas conforme à ce qu'attendent les travailleurs et les travailleuses. Ce n'est pas dans les conciliabules avec des hommes politiques étrangers, un jour Jimmy Carter, l'autre jour Willy Brandt, que résident les espoirs de changement de millions et de millions de Français. C'est dans le retour à la négociation et à l'union avec le Parti communiste français sur un programme commun bien actualisé. Nous, communistes, nous n'épargnerons rien pour qu'il en soit ainsi.

C'est pourquoi je veux, ce soir, lancer à nouveau un appel pressant à François Mitterrand et au Parti socialiste. Je veux leur dire : si vous voulez vraiment la victoire de la gauche, si vous voulez ne pas décevoir l'immense aspiration des travailleurs, de notre peuple au changement, je vous appelle à reprendre sans délai et sans préalable la discussion nécessaire pour adopter un programme commun de gouvernement bien actualisé, et définir ensemble les conditions de son application. Nous sommes prêts, nous communistes, à reprendre cette discussion immédiatement, avant le 12 mars. Nous sommes prêts à la reprendre dès le lendemain du 12 mars.

Nous, notre position est claire : nous voulons LE CHANGEMENT, nous voulons L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN et nous voulons L'UNION.

Nous n'avons pas d'« exigences », comme disent les commentateurs. Nous ne présentons pas d'« ultimatum ». Nous disons simplement, avec toute notre foi, à François Mitterrand : regardez, écoutez ! Voyez ces millions de travailleurs, de paysans, de jeunes, de personnes âgées qui se débattent avec les pires difficultés et qui sont à bout ; voyez ces hommes et ces femmes qui vivent dans la hantise du licenciement ; écoutez-les : ils ont mis tous leurs espoirs dans le changement. On ne peut pas, on ne doit

pas les en frustrer. Entendez le cri qui monte des usines, des bureaux, des cités populaires, ce cri immense et âpre : « Il faut changer ! » Ne restez pas sourd à la volonté des travailleurs de voir leurs revendications satisfaites et de mettre fin à la domination insolente des Ceyrac ! Revenez au programme commun, revenez à l'union !

Nous n'épargnerons rien — je ne cesserai de le répéter — rien pour que cet appel fervent soit entendu. Il y va, en effet, du sort de la grande bataille qui est engagée dans notre pays. Il y va de la victoire des travailleurs et des forces populaires.

Mais je vous le dis franchement, je le dis aux travailleurs et aux travailleuses de notre pays tout entier : tout dépend maintenant de vous.

Qui a permis, malgré les réticences du Parti socialiste, qu'en 1972 le programme commun soit conclu ? C'est vous. C'est vous, parce que vous avez approuvé nos propositions et soutenu nos efforts.

Qui peut aujourd'hui sauver l'union et faire revenir le Parti socialiste à un bon accord de gouvernement ? C'est vous, si vous nous apportez à nouveau votre soutien le 12 mars.

Je le dis à tous, y compris à ceux qui ne partagent pas toutes nos idées, mais qui veulent, comme nous, le changement : chaque voix apportée le 12 mars aux candidats du Parti communiste, c'est une voix contre la misère et l'austérité, l'injustice et le chômage ; c'est une voix qui criera : « Faites payer les riches ! »

Chaque voix apportée le 12 mars aux candidats du Parti communiste, c'est un pas vers un gouvernement de gauche avec des ministres communistes appliquant le programme commun.

Oui, si un nombre plus grand de travailleurs et de travailleuses, manuels et intellectuels, nous entendent et nous soutiennent, s'ils donnent à notre Parti un poids plus grand, alors la balance penchera du bon côté, du côté du changement et de l'union ».

parti communiste français

12 MARS 78
je vote pour
les communistes

LA MARSEILLAISE

GRAND QUOTIDIEN REGIONAL DE LA DEMOCRATIE